

SAHARA INFO

Sahara Info n°107 - août-octobre 1999 - 15F - trimestriel
Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique

**Au Timor, comme
au Sahara Occidental,
l'indépendance est
irréversible !**

nouvelles du SAHARA

20.06.99

Reprise de l'identification, première semaine

21.06.99

Déclaration de la Présidence de l'Union européenne

22.06.99

Le Sénat américain, dans un amendement de la "State Department Reauthorization Bill" demande au secrétaire d'Etat de fournir aux commissions concernées des rapports réguliers sur l'évolution du référendum d'autodétermination au Sahara Occidental. Ces rapports devraient porter sur les mesures garantissant un référendum libre et régulier, en particulier le libre accès au territoire à des délégués d'organisations internationales, médias internationaux et observateurs. Les rapports devraient aussi faire état des interventions du département d'Etat pour garantir le respect du calendrier fixé par l'ONU et pour surmonter les obstacles apparus lors de l'identification des votants. (S.886 106 Cong., 1st Sess.)

23.06.99

Le sénateur Edward M. Kennedy, déclarant que "le Maroc a occupé illégalement le Sahara Occidental depuis 1975", estime qu'une "solution du conflit renforcera la sécurité et la stabilité en Afrique du nord. Après plus de dix ans de report, le peuple du Sahara Occidental, a-t-il ajouté, devrait avoir maintenant l'opportunité de déterminer qui doit le gouverner." Le sénateur Kennedy est à l'origine, avec le sénateur républicain Gordon Smith et le sénateur démocrate Patrick Leahy, de l'amendement accepté par le Sénat. "Il est vrai que le Maroc, a-t-il tenu à souligner, a été durant deux siècles un allié fidèle des Etats-Unis, mais son refus de permettre au peuple du Sahara Occidental de déterminer son propre

avenir politique mine les efforts de l'Amérique en matière de promotion de la démocratie dans le monde."

23.06.99 Parlement britannique

Early Day Motion 745

Texte qui salue l'accord entre le Front Polisario et le Maroc sur le dernier calendrier du plan de paix et qui demande au gouvernement britannique de reconsidérer sa participation au contingent de la MINURSO. Etat actuel des signatures: 69 parlementaires.

24.06.99

Congrès d'Amnesty International

Les autorités marocaines n'autorisent pas la tenue du Congrès international de l'AI au Maroc en août prochain. Raisons invoquées: les manifestations publiques prévues sur les droits de l'homme au Maroc, le mécontentement suscité par le nouveau rapport A.I. sur le Maroc et le Sahara Occidental (A.I. Report: "Morocco / Western Sahara "Turning the Page": Achievements and Obstacles", MDE 29/1/99).

24.06.99 Résolution du Bundestag

Le parlement allemand a adopté à l'unanimité une résolution de soutien au plan de paix, dans laquelle il demande au gouvernement d'user de son influence sur les parties, en particulier sur le Maroc, pour empêcher d'autres reports du processus, ainsi que de maintenir son engagement au sein de la MINURSO.

25.06.99

Le Programme alimentaire mondial (PAM) va porter assistance aux réfugiés du Sahara Occidental jusqu'à la fin du mois de mars 2000.

25.06.99

Rapport du secrétaire général de l'ONU sur le Sahara Occidental S/1999/721

M. Kofi Annan résume les développements intervenus depuis son dernier rapport, évoquant la nomination, le 21 mai, de M. Eagleton, son nouveau Représentant spécial pour le Sahara Occidental, et sa tournée dans la région. L'identification ainsi que le déminage se poursuivent. Le HCR a effectué une visite de reconnaissance au Sahara Occidental du 23 au 29 juin, et a repris les opérations de préenregistrement dans les camps de réfugiés. "Cette opération vise à évaluer si les réfugiés sont disposés à être rapatriés et à déterminer leur destination finale dans le territoire". La majorité des réfugiés ne veulent pas rentrer dans le territoire occupé par le Maroc, constate le rapport, "craignant pour leur sûreté et leur sécurité". Le secrétaire général souligne en conclusion l'importance de respecter la date du lancement du processus d'appel, le 15 juillet, date de la publication de la première partie de la liste provisoire des votants.

06.07.99

Selon le Matin du Sahara les travaux de construction de 800 logements (500 à El Ayoun et 300 à Boujdour) auraient débuté en présence du ministre marocain concerné. Il

s'agirait de la première tranche d'un programme d'édification de 10.000 logements au Sahara Occidental occupé, réservés aux réfugiés sahraouis rapatriés.

07.07.99

Le président algérien Bouteflika a réaffirmé à RFI le soutien "jusqu'au bout" de l'Algérie au principe de l'"autodétermination" du Sahara Occidental, demandant "l'application immédiate et rapide du référendum d'autodétermination" (aps).

09-10.07.99

35ème sommet de l'OUA - Conseil des Ministres

Dans son rapport le secrétaire général de l'OUA a déclaré espérer que le plan de règlement "se poursuivra avec sérieux pour éviter tout retour aux situations d'impasse".

M. Triki, secrétaire du Comité Populaire des Relations Extérieures de la Libye a affirmé que son pays a soutenu et continue de soutenir les Nations unies dans leurs efforts tendant à organiser un référendum juste et libre au Sahara Occidental.

12-14.07.99

35ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de l'OUA

Prenant la parole en plénière, le président de la RASD a renouvelé la disponibilité de son pays à coopérer avec l'ONU et l'OUA et exhorté cette dernière à poursuivre ses efforts pour l'application du calendrier.

Dans "la déclaration d'Alger", adoptée à l'issue du sommet, les dirigeants africains réaffirment "la validité et la pérennité du principe de l'intangibilité des frontières héritées aux indépendances" et leur "appui à une rapide mise en oeuvre" du plan onusien de règlement de la question du Sahara.

15.07.99

Référendum - Publication des listes des votants et recours par la MINURSO

La liste comprend 84 251 personnes, identifiées entre le 28 août 1994 et le 3 septembre 1998. Les recours, qui peuvent être présentés par des requérants soit contre leur exclusion de la liste, soit contre l'inclusion d'autres personnes, doivent être déposés dans les 6 semaines dans 5 centres ouverts à El Ayoun, Goulimine, Tan-Tan, au camp de Smara et à Nouadhibou, ou envoyés à 3 boîtes postales: à El Ayoun, Tindouf et Nouadhibou.

Réactions

RASD: un pas important

L'agence de presse sahraouie indique que parmi les 84 251 personnes retenues 33 786 (40%) se trouvent dans les camps de réfugiés, 46 255 (55%) dans les territoires occupés et au Maroc et 4 210 (5%) en Mauritanie. Elle mentionne que la COSAR, la Commission sahraouie pour le référendum, a noté que la publication de la liste provisoire dans le temps imparti constitue un "pas important" et exprimé l'espoir que "les autres étapes seront scrupuleusement respectées". (SPS)

Sommaire

Nouvelles du Sahara	p. 2
Suite	p.19
La Solidarité dans une ville	p. 4
10è Congrès du Front Polisario	p. 6
Sahara Occidental	
version an 2000 du Timor	p.10
Plateforme Solidarité	
avec le Peuple Sahraoui	p.13
Vie de l'Association	p.15
Bonnes feuilles	p.18
Dernière minute	p.20

Éditorial

Tout un chacun s'est tenu informé des évènements de l'été et se préoccupe de leur portée sur le destin du Sahara Occidental et du Peuple Sahraoui.

Le remplacement d'un monarque autocrate, redouté tant au Maroc qu'à l'étranger, par un jeune souverain peu préparé à l'exercice du pouvoir, mais très attendu pour relever les défis de la modernité et de la démocratie, ouvre désormais au Maroc les perspectives d'un possible renouveau et de fortes incertitudes quant à sa mise en oeuvre.

Les premières réponses sont paradoxales.

Le retour d'Abraham Serfaty en est une. Nous nous en réjouissons très sincèrement et nous espérons que ce retour puisse être le signe d'une réelle volonté démocratique et d'une nouvelle donne pour le peuple marocain.

Mais en même temps, la situation au Sahara Occidental et les premières décisions du Roi sont très préoccupantes.

C'est sans doute Basri et ses équipes qui ont été les responsables de la première vague de répression sanglante qui s'est abattue sur les Sahraouis manifestant pacifiquement à El Aioun. Sahraouis pourchassés tout au long de ces sept jours, en des scènes qui rappellent une autre époque.

La réponse du Roi a été double pour reprendre en main la situation et canaliser la violence. Après avoir écarté deux proches du Ministre de l'Intérieur, Mohamed Azmi chargé des relations avec la MINURSO et Benbrahim directeur de la DST, il a envoyé l'armée pour contrôler une situation en passe de lui échapper et pour "pacifier El Aioun" et a créé une commission royale chargée du Sahara Occidental avec des promesses "d'écoute des doléances de la population" et éventuellement "une possibilité de les satisfaire" avec des investissements.

Cette situation explosive et les premières réponses envisagées pour y répondre nous incitent à nous interroger sur les bases véritables d'une recomposition du paysage politique marocain et des forces qui vont y jouer les premiers rôles.

La répression sauvage contre les jeunes d'El Aioun à la barbe de la MINURSO, l'intervention musclée des FAR annoncent-elles une nouvelle alliance entre la monarchie et l'armée sur le dos des Sahraouis et des démocrates marocains ? ou ne serait-elle qu'une solution provisoire à une situation d'exception ?

Ce nouveau roi, parce qu'il est faible, inexpérimenté face à Basri, à l'armée, aux forces de sécurité, va-t-il définitivement renouer avec le passé ou pouvons-nous espérer un autre avenir pour le Maroc et le Sahara Occidental ?

Toute ouverture démocratique ne pouvant faire l'impasse de l'application du processus référendaire au Sahara Occidental.

Alors, éviter toute condamnation hâtive et délibérément faire le choix de l'espoir ? "espoir réaliste" qui sait que partout sur la planète les peuples s'imposent et que leur volonté ne peut être ignorée.

le 7 octobre 1999

Régine VILLEMONT

La solidarité dans une ville

Loon-Plage 1989-1999

Loon-Plage : l'Opale du coeur, l'Opale du Sud

Sur la côte d'Opale, non loin de Dunkerque, la municipalité de Loon Plage, qui regroupe plus de 10 000 habitants, a une tradition d'accueil et d'hospitalité qui ferait pâlir bien des dictons. Ici, le Nord a le coeur au Sud.

En 1989, il y a tout juste dix ans, année du bicentenaire de la Révolution Française, Loon Plage se jumelait avec la ville sahraouie de Bir Enzaran, un campement de milliers de tentes de réfugiés aux confins sahariens près de Tindouf en Algérie. A l'époque, d'emblée, près d'une trentaine d'Eclaireurs-Eclaireuses de Loon Plage s'étaient spontanément embarqués à bord d'un avion pour connaître les réalités et l'histoire particulière d'un peuple en lutte pour son indépendance et sa liberté. Il est vrai qu'à Dunkerque et à Loon Plage, l'on connaît aussi le prix de la guerre et de la liberté avec le souvenir des bombardements de la dernière guerre mondiale. A ce titre, on sait apprécier à sa juste valeur la saveur de la paix. Cette année 1999 était un symbole à plus d'un titre puisque c'était l'anniversaire d'un jumelage de courage, de dignité et de conviction. Il s'agissait de faire le bilan des actions engagées depuis dix ans.

Le résultat est éloquent : colloque sur les enfants sahraouis en 1991, le tour de France Nomad 1996 avec les Eclaireurs-Eclaireuses de Loon Plage et des enfants sahraouis. Cette année-là, 24 jeunes de Loon Plage et 26 sahraouis ont effectué un Tour de France à l'issue duquel ils ont été reçus officiellement dans les villes de Lille,

Le Mans, Strasbourg, Perpignan, Toulouse, Lyon... Il y eu la participation de tout ce monde à la Garden Party de l'Élysée invité par le Président de la République, M. Jacques Chirac. Une cassette vidéo est, par ailleurs, disponible pour conter l'émerveillement de la rencontre des



Cérémonie de jumelage 1989

jeunes générations, de deux cultures, de deux horizons différents mais ô combien universels car fondés sur l'amitié et la fraternité.

Cette année, 50 enfants sahraouis ont été accueillis. Le projet Touareg 99 est

la maturité de Nomad 96. Trois ans plus tard, les jeunes ont grandi et le projet s'inscrit dans l'association pour une meilleure citoyenneté des jeunes Littoral Côte d'Opale APMCJ/LCO) avec Loon Plage comme port d'attache. Cette association est présidée par Gérard d'Andréa, commissaire divisionnaire. Pour lui, les enfants sont ainsi sensibilisés "à la vie en collectivité, au respect d'autrui, à l'action et à la prise de conscience des droits et des devoirs incombant à tout citoyen". Un citoyen qu'il soit d'ici ou d'ailleurs. Loon Plage, comme point d'ancrage. Quoi de plus normal ! Aux Sahraouis et aux jeunes de Loon Plage sont venus se joindre des jeunes Tunisiens de Kebili, ville située dans le sud tunisien. C'est un véritable arche de Noé de 100 personnes qui ne se sont pas quittées pendant tout le mois d'août. Au programme : activités sportives, bowling, natation, rollers, activités culturelles et artistiques. Un programme riche et chargé, inoubliable pour cette tribu de 100 personnes !

Ces activités sont menées de front par l'infatigable enthousiasme d'un pilier de Loon Plage : Christian Hogard, qui avec le maire Jean-Claude Delalonde, entraîne les Eclaireurs-Eclaireuses de la ville à se surpasser. Bien des villes de France auraient raison d'observer l'exemple de solidarité internationale qui s'est développée dans cette ville au fil des ans. Mme Arlette Desmaret, adjointe chargée des relations publiques et Danièle Koch sont

les partenaires disponibles qui préparent avec beaucoup de minutie tous les dossiers. Aujourd'hui, on ne peut que s'émouvoir et être fier de la photo souvenir de la cérémonie du jumelage au cours de laquelle Mr Jean-Claude

Delalonde remettait la médaille de la ville à la représentante sahraouie, devant les drapeaux français et sahraoui. Ces dix années ont confirmé que le jumelage était une réalité profondément ancrée dans la politique et la culture de Loon Plage.

Avant de reprendre le chemin de

l'école en France ou dans les campements de réfugiés, les 100 enfants sahraouis de 1999 ont terminé leurs vacances par une très belle fête à Loon Plage le 26 août. Chants et danses traditionnels sahraouis côtoyaient le rap, le hip hop et les rythmes endiablés et colorés du carnaval de Dunkerque.

L'été 1999 se termine avec en tête la préparation de l'été du deuxième millénaire. Rendez-vous à l'été 2000 ! Une date importante car si le calendrier est respecté, le référendum au Sahara Occidental aura lieu à cette date.

Sadia

Christian HOGARD : une vocation, un flambeau

"témoignage tiré de la revue des Eclaireurs Baden Powell"

Aujourd'hui, la guerre au Kosovo est de toutes les conversations. Moi je voudrais rappeler l'action que notre troupe mène depuis 1988 avec les petits réfugiés sahraouis. Sans discontinuité depuis 11 ans, nous avons accueilli dans tous nos camps des petits enfants qui venaient directement des campements du Tindouf dans le Sahara Occidental.

Nous avons, en effet, avec le Front Polisario une charte de partenariat et avec les amis de la RASD (République Arabe Sahraouis Démocratique) une charte de coopération. Caroline, Hélène ou Franck, mes enfants ont été quelque part un peu privés d'une vie d'enfant au sens de la famille parce que leur père donnait aussi beaucoup à d'autres enfants.

Mais, quand je vois qu'aujourd'hui, ils reprennent le flambeau, qu'ils prennent le relais, quand je les vois s'activer autour de projets comme Nomad ou Touareg, je les regarde avec un oeil très attentif et très admiratif. Ce sont mes dignes successeurs. Ils continuent ce que j'ai mis en place. S'ils n'ont pas eu une vie de famille au sens conventionnel du terme, ils ont eu la vie profonde de militants, épris d'action humanitaire.

Actuellement, nous menons une action importante en faveur de réfugiés kosovars à Calais. Il a suffi que nous entendions parler de ce problème dans les médias pour qu'avec Jérémy, Franck, Caroline, Greg, Thierry nous emboitions le pas. Il ne faut jamais oublier que là où il y a des gens qui souffrent, la souffrance peut être partagée. L'écoute de la souffrance des autres, cet amour profond de la famille,

cet amour que j'ai envie de partager, c'est un message que j'ai reçu d'un homme qui s'appelait Paul. C'était mon grand père, un homme avec qui j'ai passé mon enfance, ma jeunesse jusqu'à l'âge de 14 ans. Il m'a appris ce qu'était la vie avec sa richesse, ses difficultés, sa rudesse aussi en voyant souffrir autour de lui ma marraine, mon oncle Gilbert, des gens qu'il aimait beaucoup et qui, en leur temps, ont été des victimes de la guerre. Ils m'ont expliqué les horreurs de

Rien que pour cela, il faut se battre pour que plus jamais d'autres enfants ne souffrent. Toutes les séparations sont compliquées, sont difficiles. Il est évident que lorsqu'on part avec des enfants pour 2 ou 3 semaines en camp, ces petits qui viennent avec nous ont 8 ans. C'est avec le coeur gros qu'ils quittent leurs parents. C'est dur pour eux. Même s'ils sont accueillis par les mille baisers des responsables, quand ils ont un coup de bourdon, c'est auprès de



Christian HOGARD avec les enfants Sahraouis

la 2ème guerre mondiale, de la guerre d'Algérie. Même si aujourd'hui pour bon nombre de personnes le conflit du Kosovo est banalisé, j'ai toujours ces images qui me reviennent aux yeux. Alors, que ce soit des sahraouis, des tibétains, des enfants ou des gens qui souffrent dans le monde, j'ai le souvenir des atrocités qu'ils m'ont expliquées.

Chantal, de Régine ou de Patricia qu'ils viennent chercher du réconfort, de l'amour, des baisers. C'est là que toute la chaleur du baiser de la maman reprend ses droits. C'est important. C'est ce que l'on essaie d'inculquer au sein de la troupe. Il est important que les enfants apprennent à s'aimer comme d'autres le disent les uns, les autres.

10ème Congrès du Front Polisario

“Persévérance, combat et unité pour imposer l’indépendance nationale et la paix”

Discours d’ouverture du Secrétaire Général du Front Polisario.

le 26 août 1999 - Extraits -

Tout d’abord permettez-moi, au nom du peuple sahraoui en lutte, de saluer nos honorables invités qui sont venus de différents pays et appartenant à différentes organisations de solidarité. Nous leur souhaitons la bienvenue parmi nous et nous exprimons par leur biais aux peuples, aux gouvernements, aux partis et aux associations qu’ils représentent notre profonde considération et notre gratitude pour leurs efforts consentis pour être

présents aujourd’hui avec nous à ce grand événement historique dans la marche de notre peuple vers la libération nationale, le congrès du Martyr Mohammed Salem Mohammed M’Barek Ould Lemahad, qui tient ses assises sous le mot d’ordre : **“Persévérance, combat et unité pour imposer l’indépendance nationale et la paix”** /...

/... Malgré des obstacles, les pressions et les manoeuvres qui caractérisent toujours l’opposition de la partie marocaine vis-à-vis du plan de paix tendant à gagner du temps et empêcher les Nations Unies et

l’OUA d’organiser le référendum d’autodétermination, la partie sahraouie a gagné des points à savoir :

- l’ONU est sur le point d’achever la définition du corps électoral habilité à participer au scrutin.

- il est désormais notoire pour l’ONU et la communauté internationale que c’est la partie marocaine qui a dressé des obstacles et oeuvre à falsifier les résultats du référendum et partant à faire échouer l’ensemble de l’opérations. Et que la partie sahraouie est sincère dans sa coopération avec l’ONU comme l’attestent les rapports successifs du Secrétaire Général et du Conseil de Sécurité.

- la cause est sortie renforcée de cette épreuve à travers les efforts déployés par les Nations Unies, l’OUA, par les visites de terrain de personnalités de renommée internationale, les pourparlers directs entre les parties au conflit sous l’égide de Monsieur Baker, l’intérêt porté par le Conseil de Sécurité à la question ainsi que l’appui au plan de paix de l’Union Européenne, du Congrès américain et de différents forums internationaux.

Nous pouvons donc conclure que la question sahraouie a été consacrée comme un problème devant trouver sa solution à travers le respect du droit international en matière de décolonisation, et que la présence marocaine sur une partie de notre territoire est une présence de nature coloniale inacceptable. La consécration irréversible du Front Polisario en tant que partie au conflit et sa qualité de représentant unique et légitime du peuple sahraoui traduisant ses aspirations et défendant son droit à la liberté et à l’indépendance /...



10e Congrès - Invités et participants

./... Au plan régional, le retour de l'Algérie avec force sur la scène africaine et internationale sous la direction du grand homme d'état, notre grand frère le Président Abdelaziz BOUTEFLIKA, a culminé avec l'organisation et la présidence du dernier sommet de ce siècle de l'OUA.

La Mauritanie, quant à elle, a poursuivi son action de développement dans la stabilité et la démocratie.

Au Maroc, les regards se tournent désormais vers le Roi Mohamed VI et nous avons beaucoup d'espoir sur son appréhension des nouvelles données et sur sa contribution active à créer un climat de paix, de confiance et d'entente entre les peuples de la région à travers le respect scrupuleux du plan de règlement par le biais duquel le peuple sahraoui exercera son droit à la liberté et l'indépendance. Nous sommes sûrs que cela contribuera à déblayer le terrain sur la voie de la construction d'un Maghreb uni et cohérent.

Au plan international, la mondialisation a généré de nouveaux changements, pour plus de démocratie, de respect des droits humains et du principe de la résolution des conflits sur la base du droit international, particulièrement le principe du droit à l'autodétermination des peuples et le respect de la souveraineté des états à l'intérieur de leurs frontières internationales ./...

./... Un peuple uni, organisé et conscient capable d'affronter les défis et les difficultés quelle que soit leur ampleur sous la direction de notre organisation politique à laquelle revient le rôle d'avant-garde dans l'encadrement.

Une armée forte et capable de continuer le combat de libération, prête à affronter toutes les éventualités.

- Demeurer en état de mobilisation permanente au sein des structures de l'Organisation et de l'État pour pallier aux lacunes de gestion et rationaliser nos ressources humaines et matérielles.

- Initier une politique en direction de la jeunesse, canalisant son énergie dans la perspective d'un État indépendant.

- S'investir dans l'effort national pour l'indépendance créer les outils adéquats.

- Renforcer le pouvoir de contrôle du Conseil National Sahraoui, harmoniser entre les pouvoirs législatif et exécutif et consolider l'appareil judiciaire.

- Porter une attention particulière à la lutte de nos populations dans les territoires occupés et au sud du Maroc.

- La coopération avec les Nations-Unies pour la mise en application du plan de règlement ONU-OUA tout en demeurant vigilants jusqu'à son aboutissement.

- Préserver nos acquis sur le plan international, élargir le cercle de solidarité et de sympathie avec le combat de notre peuple.

- Approfondir notre vision pour la construction de l'État sahraoui indépendant ./...

Message de l'Association des Amis de la RASD au Congrès

Elisabeth MULLER

Monsieur le Président de la RASD,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les membres délégués du 10e congrès,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les représentants de la MINURSO
Mesdames et Messieurs membres des délégations étrangères,
Chers amis.

C'est un grand honneur pour l'Association des Amis de la RASD que je représente ici, d'être parmi vous aujourd'hui.

A vos côtés depuis près de 25 ans, l'Association des Amis de la RASD réaffirme aujourd'hui son soutien à votre lutte. Malgré les difficultés de tous ordres et en dépit du soutien inéquitable trop souvent apporté au Maroc par la communauté internationale et tout particulièrement la France, le peuple sahraoui et sa direction le Front Polisario ont fait la preuve depuis 24 ans de leur crédibilité dans la construction d'un Etat indépendant.

En effet, lorsqu'on connaît un peu les campements sahraouis et la RASD, on ne peut que constater les efforts entrepris

pour que s'y développe sur le long terme un projet social et politique. Education pour tous, lutte politique contre toutes les formes d'archaïsme qui peuvent nuire à l'unité d'un peuple, pragmatisme au quotidien capable de s'ajuster aux nécessités de chaque moment, sans oublier le rôle volontaire exercé par les femmes.

Je ne veux pourtant pas tomber dans l'angélisme. Nous savons également que les difficultés sont grandes, que l'impatience est bien présente - mais n'est-elle pas légitime après 24 ans de sacrifices ? Sa libre expression n'est-elle pas la preuve de la maturité du peuple sahraoui et de sa direction en matière d'effort vers la démocratie ?

Peut-on dire la même chose à l'encontre du régime marocain quand on sait le bilan économique et social qui prévaut à la mort d'Hassan II ? Un seul exemple : 50 % de la population est analphabète, un taux qui peut atteindre 90 % pour la population féminine dans les campagnes. En matière de démocratie, malgré les effets d'annonce, beaucoup reste à faire. Particulièrement en ce qui concerne les sahraouis dont nous savons tous que les droits les plus élémentaires sont bafoués au quotidien dans les territoires occupés.

Certains, en particulier les autorités françaises, se laissent endormir par de beaux discours. Pourtant, le dernier rapport d'Amnesty International et sa publication ont entraîné l'interdiction de la tenue de son congrès au Maroc. Bien plus, le discours récurrent de la classe politique marocaine sur un référendum devant "entériner la marocanité du Sahara occidental", nous oblige à nous interroger sur la réelle volonté des dirigeants marocains de respecter le processus référendaire, processus qu'ils ont pourtant accepté devant la communauté internationale.

Doit-on espérer que la situation créée par la disparition d'Hassan II permette enfin à ce pays de respecter le droit des peuples, la validité et la pérennité du principe de l'intangibilité des frontières héritées aux indépendances ? Principe, je le rappelle, réaffirmé par les dirigeants africains dans la "déclaration d'Alger" adoptée à l'issue du dernier sommet de l'OUA.

Nous sommes prêts à reconnaître les efforts qui pourraient être entrepris par le Maroc dans ce sens, nous attendons des actes

La responsabilité de la communauté internationale est engagée elle ne peut s'y soustraire.

Depuis près de 25 ans, l'Association des Amis de la RASD œuvre pour que notre pays joue le rôle qui lui revient dans ce conflit et au Maghreb. Néanmoins, Il faut bien reconnaître que la tâche est difficile. L'écho que recueille en France la question du Sahara Occidental n'est pas à la hauteur de notre investissement, de celui de nos partenaires associatifs, de celui des villes jumelées, des élus, que ce soit au travers de la Plate-forme Solidarité avec le peuple sahraoui, du Comité de vigilance, ou depuis une année de la Section Française de l'Observatoire pour le référendum au Sahara Occidental.

Nous ne pouvons que regretter la frilosité de la classe politique française et en particulier, celle de la majorité gouvernementale. Mais nous savons également que cette majorité est plurielle et que certaines de ses composantes se sont montrées et se montrent plus attentives à cette question. Nous espérons que leur engagement sera prépondérant.

La création en 1997 du Groupe parlementaire sur le Sahara Occidental présidé par Monsieur Daniel PAUL, Député de Seine Maritime et composé de toutes les sensibilités présentes dans l'hémicycle, a joué tout son rôle et s'est adressé à plusieurs reprises au Ministre des Affaires étrangères. La proximité politique des Verts français auprès de la récente présidence allemande des Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ainsi que la ténacité et la diplomatie de Mohamed SIDATI, Ministre conseiller auprès de la Présidence, ont rendu plus facile la récente déclaration de la Présidence de l'Union Européenne, dont nombres d'observateurs n'ont pas manqué de remarquer tout l'intérêt.

Compte tenu des liens privilégiés prévalant entre la France et le Maroc et dans l'exigence d'un nécessaire rééquilibre, il est légitime que notre association et les sahraouis attendent de la France davantage d'engagement auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de la Communauté européenne et de son Conseil, pour que le référendum ait lieu dans les meilleurs délais et qu'une information objective soit faite sur ce sujet, n'hésitant pas, si nécessaire, à relever les manœuvres dilatoires du Maroc. Dans cet esprit nous ne pouvons

que nous réjouir de la place prépondérante et légitime de l'Algérie sur le devant de la scène politique maghrébine et internationale, comme nous nous réjouissons du récent réchauffement des relations entre la France et l'Algérie.

Soyez certain, Monsieur le Président que l'Association des Amis de la RASD mettra tout en œuvre pour poursuivre la mission dont le peuple sahraoui l'a investie. L'année à venir est sans aucun doute décisive. C'est pourquoi, conscients de nos responsabilités, nous sommes bien déterminés à renforcer nos efforts afin de faire entendre haut et fort la légitimité du combat du peuple sahraoui auprès des autorités politiques françaises et européennes, des médias nationaux et de la société civile.

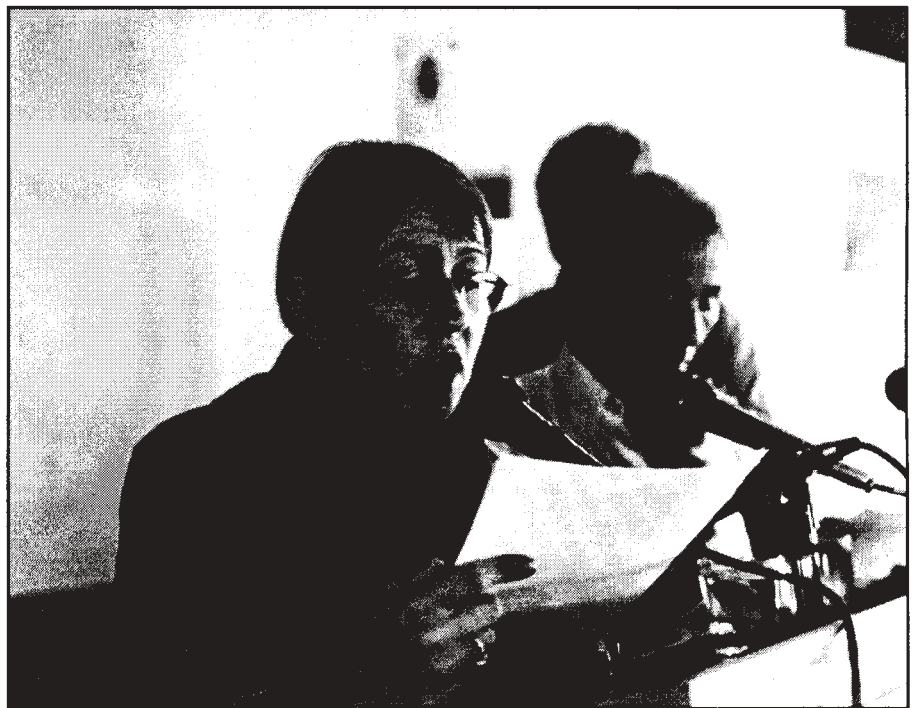
Avant de conclure, nous formulons un souhait. L'Association des Amis de la RASD a été constamment aux côtés de l'Association des Familles des Prisonniers et Disparus Sahraouis afin de faire connaître son combat, de sensibiliser et de dynamiser les associations de défense des droits de l'Homme en France et en Europe sur la question du Sahara Occidental. Comme vous le savez ces associations regroupent bien souvent en leur sein, des personnalités pouvant aussi exercer des responsabilités politiques à un autre niveau. Le combat pour les droits de

l'Homme au Sahara Occidental s'inscrit dans le combat politique de l'ensemble du peuple sahraoui. Il semblerait que l'AFAPREDESA soit confrontée à une crise de croissance. Nous souhaitons qu'un climat de sérénité et de maturité se rétablisse très rapidement. Plusieurs années ont été nécessaires pour sensibiliser un tant soit peu les associations de défense des droits de l'Homme en France et en Europe, il serait dommageable que le travail entrepris soit mis à mal.

J'aimerais souligner l'importance de la coopération prévalant entre nous et les représentations du Front Polisario tout particulièrement en France. Cette coopération ne peut s'entendre sans une confiance réciproque garante d'un travail constructif. Une telle relation existe, nous ne pouvons que nous en féliciter.

Sous l'impulsion de son Représentant, Sadafa BAHIA, la Représentation du Front Polisario en France a retrouvé une dynamique qui a permis de mobiliser l'ensemble des acteurs tant sur le terrain politique que sur celui de la solidarité et ce, toujours dans le respect de ses diverses composantes et personnalités.

Pour terminer je salue le peuple sahraoui des zones occupées, des campements et de l'émigration et je vous souhaite des travaux fructueux.



Elisabeth MULLER à la tribune

6 jours de discussion ...

- La discussion du rapport de la commission du règlement intérieur du Front Polisario et de la constitution de la RASD a longuement mobilisé les congressistes. Au programme, séparation des pouvoirs, rôle du Conseil National, structures politiques du Front Polisario.

Adoptés par le congrès :

- Le projet de constitution, l'effectif du Secrétariat National qui

passé de 33 à 29, le nombre d'élus au Conseil National qui diminue de près de 50 % (101 à 51)

Un nouveau règlement intérieur, plus démocratique

- Le nombre de candidats au Secrétariat National et au poste de Secrétaire Général n'est plus limité. Le Conseil National peut désormais interpeller les membres du Secrétariat National.

Deux nouveaux conseils :

- Conseil des Notables et un Conseil de Fetwa.

3 candidats au Secrétariat Général

- Mohamed Abdelaziz, actuel Secrétaire Général depuis 1976.
- Brahim Ghali, premier Secrétaire Général de 1973 à 1974, ministre de la défense et commandant de la 2^e région militaire, il représente actuellement le Front Polisario à MADRID.
- Mahfoud Ali Beiba, Secrétaire Général adjoint de janvier à août 1976, plusieurs fois premier ministre, actuellement ministre des territoires occupés.

Résultats aux élections du 10^e Congrès

Les élus du deuxième tour :

El Boukhari Ahmed, Alioun Kentaoui, Brahim Ahmed Mahmoud, Bouchraya Beyoun, Abdellahi Lehibid, Khatri Addou, El Bachir Mustapha Sayet, Daf Mohamed Fadel, Babbia Chiâa, Mahfoud Ali Beiba, Mohamed Sidati, El Khalil Sid M'Hamed, Salem Lebsir, Mustapha Sid El Bechir, Ayoub Lehibid, Ahmed Val Mohamed Yehdih, Abdelkader Taleb Omar, Mohamed Lamine Bouhali, Mohamed Oubeid, Mohamed Lamie Ahmed et Mansour Omar.

22 membres du Secrétariat National sortant sont donc réélus. Les trois " nouveaux " Khatri Addou, Daf Mohamed Fadel et Babiya Chiâa en avaient fait partie lors de précédentes législatures. Le Secrétaire Général du Front Polisario, la Secrétaire Générale de l'Union Nationale des Femmes Sahraouies, UNFS et les Secrétaires généraux de l'Union des Travailleurs Sahraouis, UGTSARIO et de l'Union de la Jeunesse UJSARIO complètent cette instance.

Elections du Secrétaire National

446 postulants pour 25 places.

Les élus du premier tour :

Hama Salam : 64,80 %

M'Hamed Khaddad : 58,65 %

Brahim Ghali : 53,95 %

Mohamed Salem Ould Salek : 50,17 %

Nouveau gouvernement de la RASD

République Arabe Sahraouie Démocratique - RASD

Gouvernement - 18.09.1999

Premier Ministre

Bouchraya Hamoudy Beyoune (ancien)

Ministre des territoires occupés et de l'émigration

Ayoub Lehibid (nouveau)

Ministre de l'Intérieur

Bouchraya Hamoudy Beyoune

Ministre des Affaires Etrangères

Mohamed Salem Ould Salek (ancien)

Ministre de la Coopération

Salek Baba Hacena (nouveau)

Ministre du développement économique

Larabas Said Joumani (anc. Equipement)

Ministre de la santé publique

Mansur Omar (ancien)

Ministre de la construction

Mohamed Ould Nafaa (nouveau)

Ministre de l'équipement

Abeida Cheikh (anc. Transport)

Ministre de la défense nationale

Mohamed Lamine Bouhali (ancien)

Ministre de l'enseignement et de l'éducation

Salek Bobih (ancien)

Ministre de l'information

Sid'Ahmed Batal (nouveau)

Ministre de la justice et des affaires religieuses

Mohamed Bouzeid (anc. Culture)

Ministre de la culture et sport

Mariam Saleek H'mada (nouvelle)

Ministre des transports

Mohamed Lemnine Ould Dedi (nouveau)

Ministre conseiller à la présidence

Mohamed Sidati (ancien)

Secrétaire général à la présidence

Daf Mohamed Fadel (ancien)

Sahara Occidental, version an 2000 du Timor

Des milliers de Sahraouis en fuite, l'armée marocaine bombarde les colonnes de femmes et d'enfants, les jeunes Sahraouis sont arrêtés en masse et torturés à Smara, El Aïoun, Dakhla. Les Nations Unies, impuissantes, s'appêtent à évacuer leur personnel d'El Aïoun. Le référendum d'autodétermination attendu par les Sahraouis depuis 1975 tourne à la débâcle. Les incidents se multiplient à la frontière algérienne. L'armée algérienne s'appête à mobiliser ses troupes pour venir en renfort au mouvement de libération sahraoui, le Front Polisario. Le cauchemar de Guelta Zemmour se répète. Les chances de paix et de stabilité dans cette région du Maghreb, si proche de l'Europe, s'envolent.

Voilà en bref ce que pourraient être les informations en juillet 2000 si la Communauté Internationale, le Conseil de sécurité, l'Europe, la France et l'Espagne ne prennent au sérieux le conflit du Sahara occidental, s'ils ne retiennent pas les leçons du Timor oriental.

Un scénario catastrophe qui pourrait très bien devenir réalité lorsque l'on garde en mémoire les images du Timor oriental, cette ancienne colonie portugaise après le référendum d'autodétermination de septembre 1999. Les Timorais comme les Sahraouis attendaient d'exprimer leur opinion depuis 1975. Le Timor oriental est le reflet du Sahara occidental. Pour cette raison, la diplomatie doit d'ores et déjà prendre les devants afin que le fiasco timorais ne se répète au Maghreb.

Le Timor oriental, reflet du Sahara Occidental

Sous le joug et les exactions commises par les milices para-militaires et par l'armée indonésienne, le Congrès national de la résistance nationale timoraise n'a même pas eu besoin de faire campagne. Les Timorais ont massivement voté en faveur de l'indépendance. Ils ignoraient que les garanties onusiennes étaient insuffisantes. Trahis. Ils ont été trahis alors qu'ils avaient accepté les règles et joué le jeu de la transparence.

Est-ce pour éviter un tel scénario-catastrophe que la diplomatie des petits pas s'est activement déployée au cours de ses derniers mois entre le Maroc et le Sahara occidental ?

En effet, Madeleine Albright était en visite officielle au Maroc le 1er septembre. Elle a rencontré le roi Mohamed VI, le Premier ministre Abderrahmane Youssoufi et le Ministre des Affaires Etrangères, M. Filali. Le dossier du Sahara était au centre des discussions.

Le 6 septembre, c'était au tour du sous-secrétaire d'État américain chargé du Moyen Orient et du Maghreb, M. Martin Indyk d'être en visite à Alger. Soulignant le fait que les États-Unis souhaitent une "amélioration des relations entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie", M. Indyk a plaidé pour le programme de partenariat entre les USA et le Maghreb, le plan Eizenstadt. Ce plan a été lancé parallèlement au renforcement des initiatives américaines visant l'application des résolutions de la Communauté Internationale dans la question du Sahara Occidental. Ce plan prévoit l'investissement de 2 milliards de dollars dont les trois quart en Algérie.

Diplomatie : les États-Unis en pointe

Alors qu'à El Aïoun occupée, une quarantaine d'étudiants manifestaient le 10 septembre et organisaient un sit-in devant l'administration régionale El Aïoun-Boujdour, le 11 septembre, une délégation diplomatique britannique terminait une visite dans les campements de réfugiés sahraouis et dans les territoires libérés de la RASD. Cette délégation comprenait Mme Harriett Cross, deuxième secrétaire de l'ambassade britannique à Rabat, Nick Robbins, chargé du dossier Maghreb au Foreign Office et David Evans, un officier supérieur du ministère de la défense britannique. Évoquant le processus d'identification des votants mis en place par l'ONU, le porte-parole de la délégation s'est déclaré surpris par le nombre élevé de recours introduits par Rabat. Cette visite de "reconnaissance sur

le terrain" de la progression du plan de paix et des obstacles éventuels, fait partie des mesures de surveillance décidés par les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire pression sur le Maroc et empêcher de nouveaux retards dans la formation des listes définitives des votants appelés à voter lors du référendum. La diplomatie des petits pas devrait céder le pas à la diplomatie tout court. Mais la noria des visites de diplomates au Maghreb, il est à noter l'extraordinaire absence de l'Europe et de la France en particulier. Se dirige-t-on vers une pax americana dans le conflit du Sahara occidental ? Pourtant, l'année 1999 est marquée d'événements cruciaux.

Des événements-clés

Le Maghreb vient de vivre deux faits majeurs. La mort du roi Hassan II a amené une nouvelle donne avec l'arrivée au trône d'un jeune roi, Mohamed VI. Par ailleurs, en Algérie, l'élection présidentielle a ramené sur le devant de la scène Abdelaziz Bouteflika, un homme-clé de la diplomatie algérienne à l'époque de Boumediène, un homme-clé de cette période des années 1970 qui a vu la décolonisation du Sahara occidental et l'émergence du Front Polisario. L'Algérie, on se souvient, a été impliquée. Sa tradition de soutien aux mouvements de libération nationale n'avait pas failli et des éléments de son armée ont combattu aux côtés des soldats sahraouis.

L'autre événement-clé est également le plébiscite à la paix du peuple algérien, meurtri par une guerre sans nom depuis 1992. Les Algériens appelés aux urnes le 16 septembre dernier ont voté à plus de 98 % pour la concorde civile. Tous ces éléments devraient jouer dans la stratégie de réflexion de la diplomatie à Rabat. Le Maroc en pleine croissance économique prendrait-il le risque de déclencher un conflit ? Bien sûr, il y a l'épineuse question d'une armée marocaine embourbée dans les sables pendant plus de vingt ans. Mais n'est-il pas temps d'opérer une vaste campagne de sensibilisation afin que cette armée qui a

défilé sur les Champs Elysées, dont les Casques bleus se sont retrouvés en Bosnie-Herzégovine soit désormais appelée à des tâches humanitaires au service de la population marocaine : reconstruction des routes, déforestation, implication dans une force euro-africaine ou africaine ? La stabilité intérieure du Maroc est également un souci non seulement pour les Occidentaux mais également pour les voisins du Maroc et pour un futur Etat sahraoui indépendant.

Le temps des vérités

Tous ces éléments ne favoriseraient-ils pas au contraire une volonté de marcher vers la paix pour toute la région. Cette paix ne saurait exister sans l'expression libre et sans contrainte du peuple sahraoui sur son avenir. Mais les réalités du terrain imposent un minimum de précautions. Il faudrait qu'une force de paix internationale se déploie avant le référendum sur le territoire contrôlé par le Front Polisario. Les Casques bleus de l'ONU devraient avoir pour tâche de déminer le mur érigé par l'armée marocaine. Les Casques bleus présents sur la partie sahraouie occupée par le Maroc devraient voir l'arrivée de renforts composés d'éléments africains et européens. Des observateurs civils doivent être envoyés trois mois avant le référendum. Une radio indépendante devrait voir le jour aux Canaries afin d'expliquer la démarche du référendum et des relations postérieures tant aux Marocains présents sur le sol du Sahara occidental qu'aux Sahraouis. L'armée marocaine devrait amorcer un retrait des trois quarts de son contingent avant la date prévue pour le référendum. La population sahraouie ne saurait voter en présence de la totalité de l'armée marocaine. Ce sont des gages de confiance et de sécurité. Le roi Hassan II enterré, il s'agit aujourd'hui d'aborder une nouvelle phase, une nouvelle dynamique pour l'avenir de cette région. L'écrivain marocain Abdelhak Serhane le disait bien après le décès du roi : "après le deuil et les larmes, l'heure est au bilan. Non pour engager la polémique ou "gratter la plaie", mais pour demander et comprendre où nous allons. La meilleure preuve d'amour et de fidélité qu'on puisse témoigner au pays est de lui dire ses vérités". Il est temps de dire au peuple marocain certaines vérités et le Sahara Occidental en est une de taille...

Sadia AYATA



Personnel militaire de la Minurso

La ville de Gonfreville l'Orcher dans une récente déclaration du Conseil Municipal s'est émue de la situation au Timor et au Sahara Occidental en s'associant à la démarche de la Section Française de l'Observatoire International du Référendum au Sahara Occidental.

Inquiétude pour le référendum au Sahara Occidental . La situation au Timor Oriental nous alerte !

Les habitants du Timor Oriental se sont prononcés à 78,5% des voix pour l'indépendance de leur nation en faisant valoir, par un vote organisé par les Nations Unies, leur droit imprescriptible à l'autodétermination, L'éveil tardif de l'opinion publique internationale à l'égard de ce peuple ne doit pas masquer ce qui fut, depuis 1974, la tragédie de cette île - l'une des deux dernières terres (avec le Sahara Occidental) à n'avoir pu être décolonisée dans le respect immédiat des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le conseil municipal de Gonfreville l'Orcher dénonce les exactions des milices anti-indépendantistes ainsi que le comportement de l'armée et du gouvernement indonésiens qui ont laissé se perpétrer un massacre. Il apporte son soutien à la courageuse action du peuple Timorais et salue la

décision de l'ONU d'envoyer une force internationale d'interposition et de paix. Les élus gonfrevillais souhaitent que celle-ci contribue à la rapide réhabilitation des Timorais dans leur droit et au plein exercice de leur pouvoir.

Le conseil municipal de Gonfreville l'Orcher estime que, dans un contexte différent, la similitude des enchaînements des événements subis par les peuples Timorais et sahraouis doit interpeller l'attention de toutes celles et de tous ceux qui sont attachés aux droits de l'Homme, à la paix, à la liberté, à la démocratie.

Ces enchaînements peuvent ainsi se résumer : incapacité ou refus des puissances coloniales à assurer la mise en oeuvre des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ; invasion d'un territoire par une puissance proche ; difficulté ou refus de reconnaître le droit à l'autodétermination ; longueur et complexité des procédures juridiques et électorales, etc.

Ces attitudes devraient alerter les gouvernements et la communauté internationale. Un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui doit avoir lieu l'an prochain au Sahara Occidental sous l'égide des Nations Unies. Ce qui se passe au Timor Oriental doit nous inviter à faire preuve d'une extrême vigilance quant aux conditions dans lesquelles se dérouleront le vote et les périodes pré et post-référendaires.

Le conseil municipal de Gonfreville

L'Orcher décide de s'associer à la démarche de la SFO (Section Française de l'Observatoire international du référendum au Sahara Occidental). Il demande aux populations de la planète de prendre toutes leurs responsabilités et aux Nations Unies de mettre en oeuvre tous les moyens utiles et nécessaires pour faire prévaloir le droit.

Le conseil municipal de Gonfreville L'Orcher soutient la SFO dans les sollicitations qu'elle va formuler

auprès de la Présidence de la République, du Premier ministre, du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère de la Défense, des deux commissions parlementaires aux Affaires Etrangères, des autorités marocaine et sahraouie, des membres de la MINURSO. Elle va insister sur les difficultés rencontrées pour mettre en place le processus référendaire et proposer l'envoi rapide d'une première mission d'observation au Sahara Occidental.

Septembre 1999

Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne sur le Sahara occidental

21 juin 1999

L'Union européenne répète qu'elle soutient pleinement le Plan de règlement proposé par le Secrétaire Général des Nations Unies pour le Sahara Occidental, dont l'objectif est l'organisation d'un référendum libre, régulier et impartial pour donner effet à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

L'Union Européenne salue les accords intervenus après six mois d'intenses discussions sur les propositions du Secrétaire Général concernant les mesures supplémentaires à prendre afin de mettre en oeuvre le Plan de règlement. Les Etats membres de l'Union Européenne espèrent que les propositions pourront à présent être concrétisées sans nouveau retard, dans le respect des délais figurant dans le rapport du 28 avril du Secrétaire Général.

Dans ce contexte, l'Union Européenne tient à souligner qu'elle espère que la procédure de recours sera menée conformément aux lignes directrices

opérationnelles et au calendrier provisoire pour la mise en oeuvre du Plan de règlement.

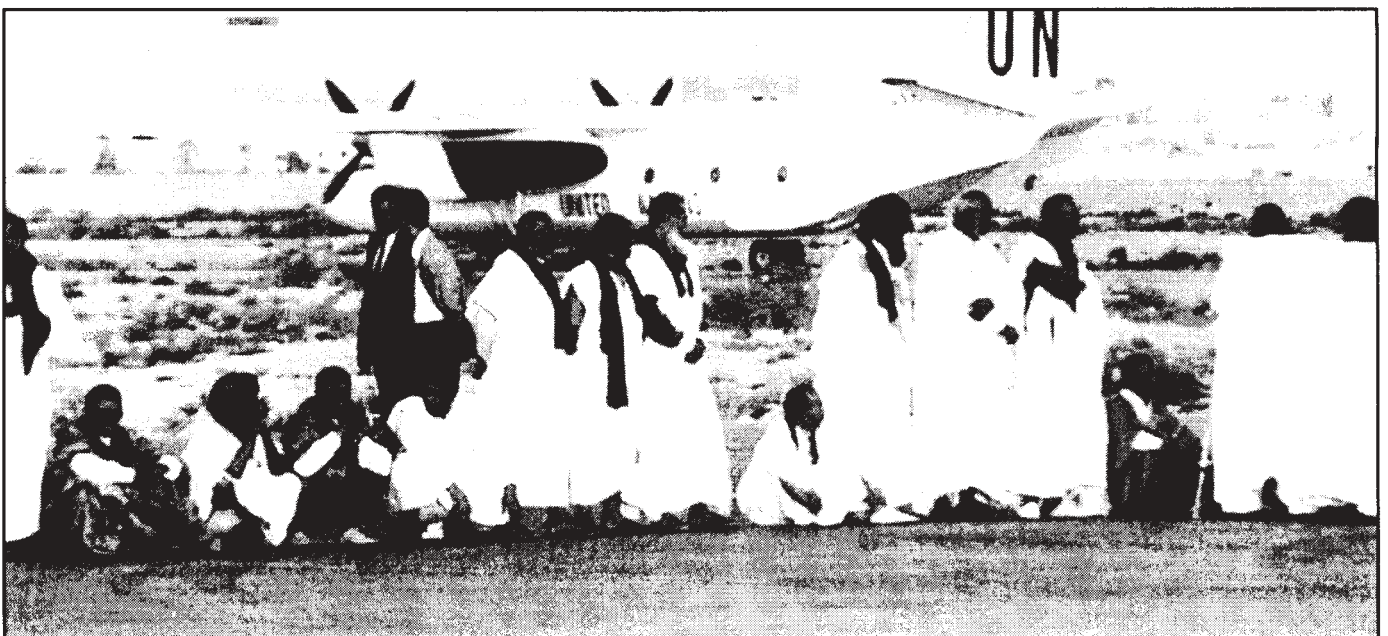
L'Union Européenne engage les deux parties à coopérer pleinement tout au long du processus d'identification des électeurs et de la procédure de recours.

L'Union Européenne apporte sans réserve son appui à M. Eagleton, qui vient d'être nommé Représentant spécial du Secrétaire Général pour le Sahara Occidental, ainsi qu'au nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, M. Robert Kinloch, et au nouveau président de la Commission d'identification, M. Eduardo Vetere. A cette occasion, l'Union Européenne tient à saluer les efforts incessants déployés par M. Kinloch pour poursuivre les activités d'identification.

L'Union Européenne souligne que le retour des réfugiés conformément aux principes définis par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les

réfugiés est un élément déterminant du Plan de règlement. Aussi l'Union Européenne se félicite-t-elle des pourparlers en cours entre les deux parties et le HCR et elle espère que ces consultations déboucheront rapidement sur la conclusion d'accords grâce auxquels pourront être prises les mesures nécessaires au retour des réfugiés.

L'Union Européenne saisit cette occasion pour rappeler qu'elle demande l'élaboration de recommandations portant sur des mesures de confiance. Dans ce contexte, l'Union Européenne tient aussi à attirer l'attention sur les souffrances que continuent d'endurer les prisonniers de guerre, et notamment ceux qui ont un besoin urgent de soins médicaux. L'Union Européenne formule l'espoir que toutes les parties concernées mettront tout en oeuvre pour trouver rapidement une solution à ce problème humanitaire et elle réaffirme qu'elle soutient pleinement les efforts entrepris à cet égard par le Comité international de la Croix Rouge.



Aéroport d'El Aïoun et avion de la Minurso

Plateforme Solidarité avec le Peuple Sahraoui

Après de joyeuses vacances en France, Khaitan, Fatimetou, Mohamed, Salma et les autres, petits ambassadeurs du peuple sahraoui en lutte, sont repartis dans les campements.

Le 27 août dernier, à l'aéroport, il y avait de l'émotion dans l'air : c'est qu'on ne reçoit pas 100 jeunes enfants du désert sans les laisser repartir avec un brin de nostalgie et aussi, on se disait que, peut-être, en l'an 2000, ils pourraient enfin tous regagner, avec leur famille, ce pays libéré qu'ils ne connaissent pas.

Depuis déjà plusieurs mois, la plateforme solidarité avec le peuple sahraoui qui regroupe une vingtaine de villes jumelées et amies, de nombreuses associations, préparait leur arrivée... une arrivée retardée de trois semaines pour sept groupes d'enfants sur dix pour cause de problème d'embouteillage d'avions à Tindouf. Bref, certaines villes comme SAINT NAZAIRE ont été lésées et n'ont pu recevoir " leurs enfants " en juillet. L'organisation s'en est trouvée quelque peu chamboulée.

Mais qu'importe, en août, les enfants étaient tous là et bien là ! Responsables, familles d'accueil, animateurs ont redoublé d'ingéniosité, de patience,



Des petits mousses très joyeux

d'amour pour faire que ces vacances 1999 pour les enfants sahraouis soient, une fois encore, inoubliables.

Leur présence chez nous a permis d'évoquer la lutte de leur peuple dans divers journaux locaux, certaines radios et même à la télévision comme FR3.

Gageons qu'en retour, dans les

campements, ces petits ambassadeurs aient pu témoigner que nombre de Français épris de justice et de liberté font tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'enfin, ils puissent rapidement aller vivre dans leur pays libre et indépendant.

Elisabeth VINSON

Réunion-bilan le 2 octobre 1999 de la Plateforme Solidarité avec le Peuple Sahraoui

Le bilan de cet été

Le bilan de cet été et de l'accueil des enfants sahraouis est plus contrasté que d'habitude. Des réussites formidables, groupe sahraoui très intégré dans la ville ou dans la colonie comme à Gonfreville l'Orcher, petit groupe très bien reçu pour une première fois à Figeac pour quelques jours, un premier contact qui a toutes les chances de se renouveler.

Des accueils très installés comme au Mans, Argenteuil, l'ancienneté des jumelages assurant des conditions d'encadrement, d'animation optimum.

Par contre, plus de difficultés au Havre, à Hérouville Saint Clair, du fait de l'hétérogénéité des groupes ou d'accompagnateurs pas assez motivés. Et surtout retard important dans l'arrivée de

7 groupes sur 10 qui n'a pas permis à Saint Nazaire de recevoir son groupe et nous a imposés d'annuler la semaine prévue de formation au BAFA.

La grande place prise cette année dans l'encadrement des séjours par les jeunes sahraouis de France organisés en association a été très positive.

Il faut également souligner la place prise cette année par Loon Plage, les Eclaireurs et l'APMCJ. Important effectif d'enfants sahraouis pris en charge dont un petit groupe de Mantes la Jolie et très belle fête organisée en fin de séjour pour tous à Loon Plage.

De nombreux élus, responsables des associations, familles d'accueil s'y sont retrouvés le 26 août pour la kermesse, le couscous géant et la fête entremêlant

chants et danses sahraouis, culture hip hop et parade de carnaval.

La Marseillaise en fin de soirée reprise par les enfants sahraouis a été un moment bien émouvant.

Pour l'année prochaine :

- Développer encore le nombre des accueils,
- Reprendre l'idée de semaine formation BAFA
- Mieux préparer l'information sur les séjours et les transmettre à temps aux campements et aux futurs accompagnants
- Penser à donner davantage de place à l'accompagnateur, lui proposer des activités spécifiques et davantage le décharger de l'encadrement en s'appuyant sur les jeunes sahraouis de France.

Que ce soit au MANS, à ARGENTEUIL, à LIMOGES, au HAVRE, à LOON PLAGE ou ailleurs, l'accueil des enfants ne s'improvise pas. " Il faut être sur le pont 24 heures sur 24 ... " assure Marianne, responsable du groupe du MANS.

" ... déjà, dès l'arrivée, ils ont passé une visite chez le médecin ". Bilan : des dents cariées qui seront soignées gracieusement, comme chaque année chez un dentiste près de la colonie, en Bretagne, une paire de lunettes à prévoir après une visite chez l'ophtalmo, divers contrôles à effectuer au centre hospitalier ... bref, il faut remettre tout le monde sur pied pour que le séjour se déroule du mieux possible et que les enfants en profitent au maximum.

La ville achète sous-vêtements, chaussures, pantalons, le Secours Populaire, la Croix Rouge donnent des vêtements, un lycée privé d'une ville voisine offrira du matériel sportif, Pharmaciens sans Frontières se mobilise également ... L'accueil des enfants, c'est aussi cela !

Une histoire de KORRIGAN

Pour Marianne qui encadre les groupes depuis plusieurs années, "les enfants ont changé, ils sont plus speed, comme si les

médias étaient entrés chez eux, comme chez nous ... ils ne s'étonnent de rien ! " Si ! les camions, les motos et les TGV voilà de quoi les étonner vraiment.

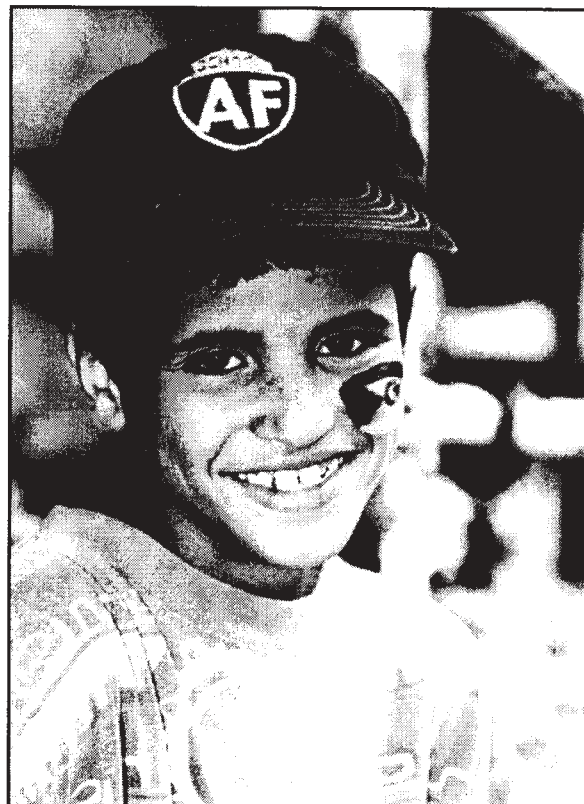
Mais la piscine, la mer, toutes les activités nouvelles les passionnent bien sûr ... " Ils ont appris à monter à vélo en quelques heures et ils ne se rendent pas compte du tout des dangers ! ".

Avec les 80 petits manceaux de la colonie d'Audierne dans le Finistère, " ils ont passé du bon temps ! Ils sont même allés, à la tombée de la nuit, dans la forêt, près du Château, à la chasse aux KORRIGANS, ces petits lutins bretons... et ce diable de KHAITAN, le copain de Mohamed et de Salma, en a dénombré pas moins de dix ...

Comme quoi, les enfants, qu'ils soient de France ou du désert, croient aux légendes, mêmes s'ils prennent des airs

blasés pour faire croire " qu'il ne faut pas trop leur en raconter ! ".

Elisabeth VINSON



Qui a participé cet été à l'accueil des enfants !

Les villes amies et jumelées :

Allonnes, Argenteuil, Boisseul, Bouguenais, Cahors, Champagné, Cuges les Pins, Figeac, Gonfreville l'Orcher, Hérouville Saint Clair, Le Mans, Limoges, Loon Plage, Palaiseau, Rezé, Saint Junien, Saint Nazaire, Villejuif, Vitry sur Seine

Les Associations de Soutien et de Jeunesse :

AFASPA, APAPS (Palaiseau), APMCI, Association des Amis de la RASD, Association des Jeunes Sahraouis en France, CLPS (Limousin), Eclaireurs de France, Eclaireurs Baden Powell, ETM Cahors, Femmes Solidaires, Fondation France Libertés, Francas, Guides de France, Secours Populaire, Un camion citerne pour les Sahraouis (Le Havre), VVL

L'Association des Jeunes Sahraouis en France a contribué largement à l'encadrement des groupes.

Las Palmas


25 CONFERENCIA EUROPEA DE COORDINACION
DEL APYO AL PUEBLO SAHARAUI
Las Palmas de Gran Canaria • 5, 6 et 7 Novembre 1999

Vie de l'Association

Réagir à l'actualité

La garde royale aux Champs-Élysées

Réactions à l'invitation du Roi du Maroc aux célébrations du 14 juillet et surtout à la présence de sa garde royale au défilé militaire relayées via le journal par de nombreux adhérents et élus.

A chaque fois les personnalités interpellées ont répondu - Présidence de la République, Ministère des Affaires Étrangères, Parlementaires, Elus locaux.

Ont réagi à notre appel (Sahara Info n° 106) :

Députés

Muguette JACQUAIN Seine St Denis, Hélène MIGNON Haute-Garonne, Maxime GREMETZ Somme, Marie-Hélène AUBERT Eure et Loir, Bernard BIRSINGER Seine Saint Denis.

Elus locaux - Maires

Alain AUDOUBERT Vitry Sur Seine, Robert JARRY Le Mans, Bernard BIRSINGER Bobigny, Charles PISTRE Gaillac, Gilles AICARDI Cuges les Pins, Roland PLAISANCE Evreux, Jean TARDITO Aubagne.

Elus locaux - Adjointes Conseillers Municipaux

Maryse BERGER Le Mans, Dominique LEYLAVERGNE Le Mans, Jeannine HAUDEBOURG Le Mans, André POUSSE Le Mans, Maurice DRAPEAU Le Mans, Maurice BOUCHEVREAU Le Mans, Claude PICAULT Le Mans, Gisèle POTELOIN Le Mans, J. SAINT GIRON Saint Médard en Jalles, Françoise ROGER Villejuif, Monsieur JEUDY Argenteuil, Jacques VOVARD Argenteuil.

Elus locaux - Conseillers Régionaux, Généraux

Philippe GOUDE Pays de Loire, Colette PRIVAT Seine Maritime, Monsieur JEUDY Val d'Oise.

La France devait-elle prendre le deuil ?

La mort le 23 juillet d'Hassan II a mis le Maroc au devant de l'actualité dans les médias français. La télévision publique et privée s'est particulièrement distinguée à la faveur de l'émotion du deuil, dans l'expression d'une admiration sans nuance très choquante et totalement irrespectueuse de la mémoire de tous ceux qui sont morts ou qui ont disparu au cours de ces 34 ans de règne "si glorieux".

La presse écrite a été au lendemain des obsèques plus discrète et nombre d'éditorialistes n'ont pas manqué d'insister sur les zones d'ombre et les excès de ce règne.

Par contre très peu de journaux ont traité du conflit du Sahara Occidental de manière spécifique (L'Humanité, Le Monde, Libération) - Le sujet reste ignoré, tabou dans la presse française en dépit du travail inlassable mené autant par le représentant du Front Polisario que par l'Association des Amis de la RASD, relayé par élus, comités de soutien, ONG.

Alors bravo à Jean LAMORE qui a écrit trois belles pages dans Africa International dont nous publions de bonnes feuilles et à sa revue "Mamba" qui consacrera dans sa prochaine livraison un gros dossier sur le Sahara Occidental.

NOTRE COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris le 25 juillet 1999

L'Association des Amis de la RASD qui s'était gravement émue il y a quelques jours de la présence du Roi du Maroc à la célébration du 14 juillet prend acte de la disparition de celui-ci et tient à rappeler que le Peuple Sahraoui est la victime depuis 25 ans d'une agression qui s'est traduite par une guerre et un exil qui se poursuivent depuis lors.

Guerre fratricide voulue contre la volonté de la Communauté Internationale et contre la volonté du Peuple Sahraoui qui a toujours défendu son droit à vivre libre et indépendant chez lui.

L'Association des Amis de la RASD formule le vœu que la disparition du Roi du Maroc lève la dernière entrave à une réconciliation entre les Peuples Sahraoui et Marocain et permette aux Peuples du Maghreb de répondre aux défis à venir dans une paix et une fraternité retrouvées, pour construire un avenir commun.

L'Association des Amis de la RASD formule le vœu que le nouveau Roi Mohamed VI aura à cœur de respecter scrupuleusement la volonté de la communauté internationale en levant tous les obstacles pour la mise en œuvre sans délai de l'ensemble du Plan de Paix des Nations Unies et d'honorer la mémoire des victimes de la guerre et de la répression. Seuls de tels engagements lui permettront de tracer le chemin de la modernité et de créer les conditions d'une démocratie réelle au Maroc.

Le vote massif des Timorais pour l'indépendance

Alors que venait de commencer le 10e Congrès du Front Polisario, le vote si magnifique si massif des Timorais pour l'indépendance nous a exaltés !

La tragédie organisée, planifiée, qui a quelques jours plus tard frappé le Timor, nous l'avons vécue d'autant plus dramatiquement que nous savons aussi que tout peut arriver au Sahara Occidental.

Notre message à l'Association "Agir pour le Timor"

En ces moments si dramatiques que vit le Peuple du Timor Oriental, je voudrais au nom de l'Association des Amis de la RASD vous assurer de notre total soutien et de notre grande solidarité.

Le vote il y a quelques jours si massif et si clair pour l'indépendance nous a comblés, étant sûrs dans le cas du Timor Oriental comme dans celui du Sahara Occidental que les deux peuples voteraient en masse pour l'indépendance.

Cependant, nous savions combien les conditions du vote étaient périlleuses et parce que les Nations Unies n'étaient pas chargées de la sécurité du territoire...

Etre présent partout où la question du Sahara Occidental peut être débattue

Participation aux travaux de la table ronde EUROMED des 12-13 avril 1999 organisée par le Ministère des Affaires Etrangères et la plate-forme française du comité de liaison des ONG auprès de l'Union Européenne. Contribution aux travaux préparatoires dans le groupe état de droit - démocratie. La question du Sahara Occidental y est restée malheureusement très secondaire.

Intervention auprès du groupe de travail auprès de l'UNESCO " les droits de la petite fille " à la demande des Guides de France et de la CIMADE.

La consultation collective "Femme" de l'UNESCO a plusieurs groupes de réflexion dont chacun s'attache à un problème particulier. Le groupe "petite fille" qui réunit une dizaine de représentantes d'ONG a reçu au mois de janvier 1999 Madame Samira Yassni, chargée des relations extérieures du Comité marocain pour le regroupement des familles sahraouies. Elle a exposé de son point de vue la situation dramatique des femmes et des filles dans les camps de réfugiés sahraouis en Algérie et à Cuba lorsqu'elles y sont scolarisées.

Marie-France Alexandre qui représente l'AMGE à l'UNESCO est membre des Guides de France qui reçoivent régulièrement des enfants sahraouis, a demandé que Régine Villemont, historienne, Mireille Szatan de Enfants Réfugiés du Monde et Sdiga Brahim, une jeune femme sahraouie ex-étudiante à Cuba apportent à leur tour leur témoignage.

D'autre part, suite à l'exposition de ces points de vue contradictoires, Madame Yassni a invité les membres du groupe qui le souhaitent à se rendre au Maroc pour rencontrer à El Aïoun des femmes sorties des camps et des enfants revenus de Cuba. A la suite de ce voyage qui n'a pas donné l'occasion aux participantes d'entendre d'autre point de vue que le marocain et celui de sahraouies très opposées au Front Polisario, quelques unes des participantes ont décidé de se rendre en Algérie pour rencontrer les réfugiés sahraouis des camps de Tindouf et ont envisagé des démarches auprès des Nations UNies.

M.F. Alexandre - Guides de France

Participation à la rencontre organisée par les Comités de lutte contre la répression au Maroc autour du livre "Oufkir un destin marocain" en présence de l'auteur Stephen SMITH.

Participation au colloque " Maroc, état de droit et disparition forcée " organisé à l'Assemblée Nationale le 29 mai 1999 par le collectif " Maroc Solidarité ".

Une centaine de personnes étaient présentes et plusieurs personnalités sont intervenues dont Joëlle KAUFFMANN, Vice-Présidente de la LDH, William BOURDON, Secrétaire Général de la FIDH, Adderrahim BERRADA du Barreau de Casablanca, Françoise LEYS de la section française d'AI, François DELLA SUDDA des Comités de Lutte contre la répression au Maroc.

De nombreux marocains, ex-disparus ou membres de famille de disparus, résidant en France ou venus du Maroc pour cette occasion, ont fait part de leur témoignage et ont dénoncé l'impunité.

A noter tout particulièrement l'intervention courageuse de Madame Houria ES-SLAMI, sœur d'un disparu et porte-parole du collectif des ex-disparus et des familles de disparus constitué au Maroc. Elle s'est fermement élevée contre le semblant de justice rendu par le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme marocain (CCDH) en ce qui concerne la question des disparitions.

Elle a répertorié l'ensemble des groupes de disparus, y compris les disparus sahraouis, faisant état que ces derniers étaient acteurs du collectif. L'ensemble des participants marocains ont repris à leur compte le combat et l'existence des disparus sahraouis, lisant entre autre des extraits du communiqué du groupe des ex-disparus sahraouis en lutte à Rabat.

Pour l'Association des Familles de Prisonniers et Disparus Sahraouis (AFAPREDESA), El Khadir DAOUD a remercié l'ensemble des intervenants pour la prise en compte de la question de ceux " disparus parmi les disparus " à savoir les sahraouis.

Il a longuement témoigné des quinze années de disparition forcée qu'il a subies au Maroc et a rendu compte de la lutte menée à Rabat par le groupe des ex-disparus sahraouis. Il a appelé à la solidarité et a dénoncé le fait que les disparus sahraouis n'aient pas été reconnus par le CCDH marocain. Il a également dénoncé l'impunité dont bénéficiaient les plus hautes autorités marocaines, responsables des disparitions.

Elisabeth MULLER, au nom de l'Association des Amis de la RASD, a remercié également les participants d'avoir pris en compte la question des disparus sahraouis. Elle a déclaré que ce colloque illustre " le long cheminement accompli ensemble " précisant que " nous avons combattu ensemble, parfois sur des chemins parallèles mais toujours pour la cause des disparus et le respect du droit. Un long chemin reste sans doute à faire mais nous le tracerons ensemble pour dénoncer les inexactitudes politiques.

Nous relèverons le défi pour faire respecter l'aspiration des peuples au libre choix de leur destinée oeuvrant ainsi à la victoire du droit et de la liberté ".

Paris le 29 mai 1999

Rencontres avec :

- Monsieur Daniel PAUL, Président du Groupe d'étude sur le Sahara Occidental de l'Assemblée Nationale.
- Monsieur François LAMY député de l'Essonne

L'Assemblée Générale s'est réunie le 13 mars 1999 et a élu un nouveau Conseil d'Administration dont les membres sont :

Mr Maurice BARBIER, Mr Claude BILLARD, Mr Maurice BOUCHEVREAU, Mme Mireille BRUN, Mme Véronique CHABRAN, Mme Kamire CHERBAL, Mr Alain DAUGER, Mr Robert DAVEZIES, Mme Chantal DUCHASTELLE, Mme Mireille ELMALAN, Mr Jean FABRE, Mr Antoine GUIRAUD, Mr Lucien HANOUN, Mr Alain HARDY, Mr Christian HOGARD, Mr Francis JACOB, Mr Gilbert JACQUEMIN, Mr Mathieu LANGOT, Mr Serge LEBRET, Mme Monique LECOMTE, Mr Bernard LUSTIERE, Mme Claude MANGIN, Mme Elisabeth MULLER, Mme Aline PAILLER, Mr Charles PISTRE, Mr Dominique POCHON, Mr Denis PRYEN, Mr Yves QUINTAL, Mr Philippe RICHE, Mme Jeanine ROUXIN, Mr Angel TAPIA, Mme Régine VILLEMONT, Mr Robert VIZET.

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 20 mars et a élu le bureau :

Francis JACOB Président, Régine VILLEMONT Secrétaire Générale, Elisabeth MULLER Secrétaire Générale adjointe, Philippe RICHE Trésorier et les membres Kamire CHERBAL, Chantal DUCHASTELLE, Antoine GUIRAUD, Gilbert JACQUEMIN, Serge LEBRET, Monique LECOMTE, Claude MANGIN, Jeanine ROUXIN, Angel TAPIA.

- L'association des Amis de la RASD est membre actif de la task-force européenne qui coordonne avec le Front Polisario le travail entre chaque Conférence Européenne.

- L'Association a participé régulièrement aux travaux de la Plateforme Solidarité et de la SFO.

Hassina Aïda opérée cet été, a suivi une bonne convalescence en France sous le contrôle attentif de la Faculté et de ses proches, elle se repose désormais en Espagne avant de rentrer dans les campements.

Merci à tous ceux et celles qui ont répondu à notre appel et tout particulièrement au Comité d'Albi. En 15 jours, nous avons pu réunir un peu plus de 10.000,00 F remis aussitôt au Front Polisario. Nos démarches auprès du Ministère de la Santé sont en bonne voie et obtiendront, nous l'espérons, un résultat positif.



Hassina Aïda avec sa fille déjà bien rétablie

Rapport d'activité 13 mars 1999 (quelques extraits)

... Le bilan de ces deux années, 1997, 1998 n'est pas négligeable, il a mobilisé beaucoup d'énergies, beaucoup d'efforts et nous permet d'accompagner - en dépit de toujours trop faibles moyens - avec une certaine efficacité, l'engagement du Front Polisario et de la RASD sur la scène politique et diplomatique, et d'être attentifs aux efforts des Nations Unies pour la mise en œuvre du Plan de Paix.

Deux rendez-vous importants ont ponctué ces deux années :

- La conférence européenne d'Hérouville Saint Clair et celle des villes jumelées tenue à Gonfreville l'Orcher en novembre 1997,
- La visite du Président Abdelaziz en avril 1998

A l'occasion de ces deux rendez-vous, l'appui désormais très enraciné des villes amies et jumelées, des associations de soutien, de défense des droits de l'homme et des ONG a permis de leur donner tout l'éclat nécessaire et de manifester clairement auprès des autorités françaises de l'existence et de la volonté d'indépendance jamais ébranlée du Peuple Sahraoui, en même temps que de la vigueur du mouvement de solidarité en France. Je tiens à souligner à ce propos l'engagement tout particulier des deux villes normandes, Hérouville Saint Clair et Gonfreville l'Orcher sans l'appui desquelles rien n'aurait été possible ./...

./... Autour d'une équipe "collectif d'initiatives pour la connaissance du Sahara Occidental" plutôt parisienne, deux ou trois fous d'électronique ont créé un très beau site, qui vient d'être sélectionné il y a quinze jours par le moteur de recherche Wanadoo ./...

./... Nous n'avons pas eu la joie de recevoir des enfants sahraouis l'été 1998, pour cause de référendum ! Ils reviennent cette année. Nous avons fait un très bon week-end de travail à Loon Plage en janvier dernier. 100 enfants cet été en France, dont beaucoup à Loon Plage, en route pour un nouveau projet superbe ./...

./... Cet accueil cette année nous permettra de coordonner les actions dans le cadre de la plateforme solidarité. C'est aussi l'occasion de saluer Gaby Cottenceaux qui, comme chaque année, nous assurera le relais logistique à Alger et de la remercier pour son constant et efficace soutien ./...

./... Avant de discuter de ce rapport et de nos perspectives de travail pour l'année à venir, je voudrais, en guise de conclusion, saluer quatre personnes. Francis Jacob d'abord, notre Président retenu aujourd'hui par son rude métier d'avocat, qui nous salue, Mr et Mme Hermange, nos nouveaux secrétaires, c'est Monsieur Hermange que nous réembauchons ce premier mars qui est secrétaire en titre ... mais sa femme travaille aussi beaucoup. Certains les ont sans doute déjà rencontrés à Hérouville Saint Clair en 1997. Merci donc à eux deux pour le travail de secrétariat qu'ils assurent avec efficacité, punch et une grande gentillesse, Monsieur Jacques Dodin, membre de Pharmaciens sans Frontières, dont je voudrais évoquer avec émotion la mémoire et de votre part, saluer sa femme, sa fille, car pour elles le Sahara Occidental a compté et compte beaucoup toujours ./...

Régine VILLEMONT

Bonnes feuilles

AFRICA international n° 326 juillet/août

UN MODERNISME ABSOLU

Parmi les sujets sur lesquels le continent africain fait preuve d'un modernisme remarquable par rapport à l'Occident, il en est un où il brille tout particulièrement : la légitimité de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Les nations du continent ont massivement reconnu (vingt-huit au total) et ce dès la première heure, cette république constituée de quelques 160.000 réfugiés qui vivent leur exil en Algérie depuis un quart de siècle, dans l'attente de l'application du référendum décidé par l'ONU. C'est seulement aujourd'hui que l'Occident se réveille et commence à s'engager à son tour pour amener cette procédure référendaire à son terme. La France est la seule nation à marquer un retard, comme frappée d'un profond sommeil dès qu'il est question du Sahara Occidental, entravant ainsi le bon déroulement de la procédure dont elle a pourtant les moyens d'assurer l'aboutissement. Il est temps que le pays des Droits de l'Homme émerge de cette phase de dormance prolongée et suive le superbe exemple de vigilance sur cette question fondamentale que lui ont donné les nations africaines !

...

La France est comme hypnotisée par la dictature marocaine dont certains actes dépasseraient, sur l'échelle Richter de l'ignominie, le degré d'atrocité qu'avaient atteint les crimes d'un Ceausescu en Roumanie.

Pourtant, il n'y a rien d'étonnant à cela. N'a-t-elle pas défendu jusqu'au bout d'autres dictateurs tel Mobutu ? Mais cette presse qui, le plus souvent, s'est tue

sur les crimes de Hassan II, va plus loin encore dans sa soumission pour massivement désinformer et assumer un tout autre rôle, celui de profanateur de l'Histoire. C'est ici que devient vraiment palpable le poids des intérêts politiques et économiques sur cette petite nation Sahraouie en quête de liberté.

A cet égard, il est significatif qu'en France une revue comme Athéna, vitrine de la position officielle du gouvernement, puisse avoir recours aux thèses révisionnistes de l'acabit d'un Bernard Lugan pour traiter de la question du Sahara Occidental. Ne s'agit-il pas là de ce même "historien" qui est si régulièrement appelé par Paris Match pour faire étalage de ses compétences sur cette Afrique dont il se voudrait le spécialiste et sur laquelle il déclare : "Aucune invention ayant permis le progrès de l'humanité n'en est sortie (...) Partout dans le monde, sauf en Afrique Noire, l'Homme cherche et réussit à agir sur la nature".

...

En France, aujourd'hui, nombreux sont ceux qui comme Lugan voudraient voir ce territoire revenir au Maroc sur le seul critère de sa "profondeur de douze siècles" plutôt qu'au profit de ces "Etats créés dans les années 1960-1962 par les anciennes puissances coloniales".

C'est surtout l'Algérie qui est visée par cet ultime sursaut de rancune caractéristique de cette vieille civilisation française qui, amputée de ses colonies, perd quelque peu ses repères et préfère accorder ses faveurs à un Maroc dans lequel elle croit reconnaître le reflet de son propre passé monarchique et colonisateur. Ainsi voudrai-on gommer les quarante années

d'histoire révolutionnaire algérienne, concéder tout au plus qu'il s'agit là d'un petit pays en voie de développement, entièrement modelé par la France à laquelle il doit son existence.

...

Parmi tous les coupables de la transgression des droits de l'homme dans cette affaire du Sahara Occidental, c'est aux intellectuels français que revient la plus lourde responsabilité. Si dans cette histoire, il y a faute impardonnable, c'est bien à eux qu'elle est imputable car il s'est opéré parmi ces penseurs, philosophes, écrivains et autres artistes, un véritable effondrement intellectuel. Ils sont tellement occupés à papillonner autour des plateaux de télévision pour vendre leurs derniers ouvrages qu'ils s'orientent d'eux-mêmes, par une sorte d'instinct de survie médiatique, vers des sujets porteurs d'audimat et surtout, vers ceux qui sont exemptés de toute censure.

Nul ne remettra jamais en question l'inacceptable statu quo sur le Sahara Occidental ; nul ne dénoncera l'oppression de caractère génocidaire du peuple Sahraoui par le Roi du Maroc, à laquelle la France participe ; nul n'exposera les liens vénaux que la France entretient avec Hassan II. Mais, surtout, personne parmi ces intellectuels médiatiques ne dénoncera la soumission de cette presse dont ils ont tant besoin. Et si par malheur on pose une question sur le Sahara Occidental, on repoussera le sujet comme s'il s'agissait d'un très lointain incident, sans intérêt, une cause perdue qu'il vaudrait mieux oublier.

...

Au palais de ce Roi, je préfère la tente dans le désert ... **Jean LAMORE**

Point fort de la rentrée

*Rencontre
avec le Front Polisario*

SENAT

Salle René Coty

le 21 octobre de 18h à 20h

nouvelles du Sahara (suite de la page 2)

Maroc: succès et contestation

Dans un communiqué le Ministre de l'Intérieur Driss Basri déclare que "le Maroc vient de remporter un net succès", car la Commission d'identification a constaté que "la majorité des Sahraouis se trouve bel et bien au Maroc." Les listes révisées ne correspondant pas aux chiffres communiqués antérieurement par la MINURSO aux parties, le gouvernement marocain accuse "certains" membres de la Commission d'identification de "complicité avérée" et reproche au président de cette commission, M. Robert Kinloch, d'avoir opéré des "amputations successives de manière systématique et délibérée". Le Maroc "condamne et dénonce énergiquement tout dévoiement du processus d'identification. Il utilisera toutes les voies légitimes et légales pour rétablir dans leurs droits les quelque 4'000 Sahraouis" exclus de la liste provisoire.

23.07.99 Décès du roi Hassan II - son fils Mohamed VI accède au trône.

Le président de la RASD adresse un message de condoléances au nouveau roi. Face à l'encensement quasi généralisé de celui qui fut un monarque cruel et autoritaire, plusieurs comités de solidarité avec le peuple sahraoui s'expriment par des communiqués.

23.07.99 Création de la Fondation USA-Sahara Occidental

Donald Payne et Joseph Pitts, membres du Congrès, ont annoncé à Washington la création de la US-Western Sahara Foundation, lors d'une conférence de presse à laquelle assistaient des parlementaires, des ambassadeurs, des collaborateurs de députés et des représentants des médias.

Les buts de cette fondation sont :

- faire connaître la situation au Sahara Occidental et la nécessité d'un référendum;
- créer un réseau de solidarité aux USA en faveur d'un référendum libre et régulier;
- promouvoir et coordonner l'aide humanitaire au peuple sahraoui.

Selon la présidente, Suzanne Scholte, la nouvelle fondation comprend un conseil de plus de 50 membres de tous milieux.

Le congressiste Joseph R. Pitts a rappelé que tous les peuples ont droit à l'autodétermination. Il a indiqué qu'il fallait faire en sorte que l'investissement consenti par le peuple américain à travers la MINURSO ne serve pas à soutenir une votation truquée, mais à garantir qu'elle soit juste, libre, transparente et conforme aux normes démocratiques, car, a-t-il souligné, l'échec du plan de paix au Sahara Occidental ne serait pas seulement un échec des parties concernées, mais également celui de la communauté internationale et des Etats-Unis.

30.07.99

Le ministre de l'Intérieur Driss Basri a déclaré

dans une interview à RFI que la question du Sahara n'est plus un problème algéro-marocain mais une question onusienne, qui trouvera fatalement une solution à travers les mécanismes mis en place par les Nations unies.

30.07.99 Mohammed VI, discours du trône

"Nous sommes extrêmement attaché à la monarchie constitutionnelle, au multipartisme, au libéralisme économique, à la politique de régionalisation et de décentralisation, à l'édification de l'Etat de droit, à la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés individuelles et collectives, et au maintien de la sécurité et de la stabilité pour tous."

"Nous renouvelons notre engagement à parachever notre intégrité territoriale, dont la question de nos provinces sahariennes constitue la cause nationale centrale et nous attendons l'organisation du référendum confirmatif sous l'égide des Nations unies. Les adversaires de notre intégrité territoriale s'emploient à mettre en échec cette consultation référendaire sur la voie de laquelle ils dressent nombre d'obstacles."

05.08.99 Territoires occupés

La mort de Hassan II n'a provoqué, chez les Sahraouis des territoires occupés, aucun sentiment de tristesse, bien au contraire. Cette attitude a déplu aux colons marocains, qui exigeaient leur participation aux cérémonies à la mémoire du roi. Des Sahraouis des villes d'El Aioun et Dakhla ont été agressés par des colons marocains scandant des slogans chauvinistes anti-sahraouis (AFAPREDESA).

12.08.99 Rapport du secrétaire général sur le Sahara Occidental (S/1999/875)

26-30.08.99

Xème Congrès du Front Polisario: "Persévérance, combat et unité pour imposer l'indépendance nationale et la paix"

Timor Oriental - Sahara Occidental

Une année environ avant les Sahraouis les Timorais ont pu exercer leur droit à l'autodétermination dans le cadre d'un plan de règlement négocié par les Nations unies avec le Portugal ancienne puissance coloniale et l'Indonésie puissance d'occupation depuis 1975. Le peuple du Timor Oriental s'est prononcé à 80% pour l'indépendance sans même que le mouvement indépendantiste ait eu besoin de faire campagne. La dramatique suite des événements, prévisibles pour des observateurs avisés, révèle l'impuissance et le manque de courage de la communauté internationale pour faire respecter le droit.

06.09.99

Déclaration du sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Moyen-Orient et du Maghreb, Martin Indyk, en visite à Alger:

Les Etats-Unis souhaitent "l'amélioration des relations entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie". M. Indyk a plaidé pour le programme de partenariat entre les USA et le

Maghreb, le "Plan Eizenstadt", lancé il y a quelques mois parallèlement au renforcement des initiatives américaines visant l'application des résolutions de la communauté internationale dans la question du Sahara Occidental. Ce plan implique la création d'une zone de libre échange et prévoit l'investissement de 2 milliards de dollars, dont les trois quart en Algérie.

08.09.99 Rapport du secrétaire général de l'ONU, S/954/1999

Dans son rapport le SG de l'ONU fait état des progrès réalisés et des retards accumulés, et conclut en proposant une prolongation du mandat de la MINURSO de 3 mois jusqu'au 14 décembre. Il estime que l'identification des candidats devrait se terminer avant fin décembre mais fait état de la pénurie de personnel qualifié pour les recours et l'identification.

En ce qui concerne les recours, leur nombre est important et nécessitera plus de temps que prévu ainsi qu'un personnel plus nombreux.

13.09.99 Résolution du Conseil de sécurité S/RES/1263 (1999)

Le Conseil de sécurité prolonge le mandat de la MINURSO jusqu'au 14 décembre, suivant les recommandations du secrétaire général dans son rapport S/1999/954. Il réaffirme les droits des requérants en comptant que la procédure de recours ne se transformera pas en une deuxième phase de l'opération d'identification.

14.09.99 Manifestation

Les étudiants sahraouis qui ont organisé une manifestation à El Aioun le 10 septembre ont poursuivi leur sit-in et entamé le 14 une grève de la faim. Ils protestent contre les fausses promesses d'emploi faites à plusieurs reprises par le gouvernement marocain.

24.09.99 Maroc

Le nouveau souverain du Maroc a annoncé la création d'une Commission royale de suivi des affaires sahariennes, qui comprendra des personnalités civiles et militaires ainsi que des représentants de la région. Elle sera chargée de tout ce qui touche au Sahara Occidental. Le quotidien madrilène El Pais cite des sources proches du roi disant que "si jusqu'ici le conflit du Sahara Occidental a été mené avec une main de fer, dans le future il sera géré avec des gants de soie". La mise en place de cette commission équivaut à un élargissement des responsabilités, la gestion du conflit ayant été, durant les deux dernières décennies, le monopole exclusif du ministre de l'Intérieur Driss Basri et du roi.

30.9.99 Abraham SERFATY a pu enfin rentrer au Maroc.

5-6.10.99 Interventions de plusieurs personnalités européennes auprès de la 4e Commission de Décolonisation de Assemblée Générale des Nations Unies. Mr Jean-Paul LECOQ, maire de Gonfreville l'Orcher y intervient pour la deuxième fois.

Dernière minute

La situation dans les zones occupées du Sahara Occidental

Malgré la grande difficulté à recueillir des informations précises, vu l'état d'isolement dans lequel les forces d'occupation marocaine confinent depuis 25 ans le territoire, des sources " nombreuses ", reprises désormais par les agences de presse, font état d'une très grave répression à El Aioun et d'affrontements entre sahraouis, colons marocains et police.

Les sahraouis en résidence en France sont très alarmés des nouvelles dramatiques qui leur parviennent via le sud du Maroc, des zones occupées, massacres, couvre-feu, climat de peur, disparitions. Rien ne semble changer au Maroc, sinon la personnalité des acteurs de la répression, de Hassan à Mohamed VI, de Basri aux militaires. L'état d'exception a été décrété.

Le mouvement de protestation sahraoui a débuté le 10 septembre par un sit-in

pacifique, brutalement dispersé dans la nuit du 21 au 22 septembre, il s'est poursuivi jusqu'au 30 septembre. Le bilan est lourd, plusieurs morts, de nombreux blessés, des centaines d'arrestations. Des membres de la police marocaine ont recruté des " milices " pour frapper les sahraouis, saccager, incendier maisons et magasins.

Des femmes ont manifesté devant le siège du gouverneur d'El Aioun pour demander la libération de leurs fils. La MINURSO confirme les affrontements. Par contre, une délégation de sénateurs français conduite par Monsieur de VILLEPIN, Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat dépêché sur place - coïncidence de date - assure n'avoir rien vu et se félicite au contraire des progrès et du développement que connaissent les " provinces du Sud ".

Des réactions

Communiqué de presse de l'Association des Amis de la RASD

Manifestation en préparation des Sahraouis en France

Courrier au Premier Ministre marocain adressé par la coordination européenne du soutien au peuple sahraoui

Courriers de l'AFASPA adressés au Ministre de la justice marocain, à Lionel JOSPIN, à William EAGLETON, à l'Union Européenne

Communiqués de l'AFAPREDESA

Jean-Paul LECOQ, maire de Gonfreville l'Orcher, dénonce la répression devant la 4e Commission des Nations Unies

Un petit livre précieux
pour mémoire

Détour par les jardins du Roi

Editions Eric KOELHER - Paris - 1999
publié aux bons soins de l'AFAPREDESA

Pour
le commander :

s'adresser à notre boîte postale
(BP 244 - 75227 PARIS CEDEX 05)

Règlement 50 F (avec le port)
Règlement de soutien 100 F (avec le port)

ADHESION 99

Renouvelez votre adhésion à l'Association
des Amis de la RASD

Devenez un ami de la RASD

Nom : Prénom : Profession :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Abonnement à Sahara Info : 60 F. - Adhésion : 60 F.
Cotisation de soutien : 140 F. Membre donateur : 440 F.

Bulletin à découper et à retourner accompagné de vtre règlement
à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD

(CCP 19 303 94 K PARIS - BP 244 - 75227 PARIS CEDEX 05)

Bien libeller votre chèque en tenant compte de l'adhésion et de l'abonnement.

Sahara Info

Bulletin de l'AA.RASD
356 rue de Vaugirard
75015 Paris

Secrétaire Générale : R. Villemont
Directeur de la publication : F. Jacob
Responsable de rédaction : R. Villemont

Comité de rédaction :

R. Villemont
P. Riché
G. Jacquemin
E. Muller
M. Hermange

Imprimé par nos soins
août - octobre 1999

"Dépôt légal" mars 1999 - N°107 "en cours"
Prix de l'abonnement : 60 F.
N° de Commission Paritaire: 07 99 G5 82 29